

Sept milliards de dollars à économiser

Partage international n° 211 - Mars 2006

Le Pnud (Programme des Nations unies pour le développement) a lancé, lors du sommet de Davos de janvier 2006, un rapport préconisant la mise en place d'un nouveau système financier international, appelé à faire date.

Selon ce rapport, *Les nouvelles finances publiques*, cette réforme de la finance internationale permettrait d'économiser pas moins de 7 milliards de dollars, qui se-raient dès lors disponibles pour le règlement des grands problèmes. Car les immenses richesses créées par la mondialisation ont plus profité aux multinationales qu'aux pays pauvres. Ce travail expose « *comment, par la mise en place d'outils créatifs et stimulants, les gouvernements pourraient répondre d'une manière plus efficace et plus durable aux défis internationaux tels que la grippe aviaire, le terrorisme et le changement climatique* ».

« *L'interdépendance croissante entre les pays et les difficultés qui en résultent, écrit dans son Introduction, l'administrateur du Pnud, Kermal Shervis, imposent une gestion plus efficace de la mondialisation.* »

« *Pendant des siècles, constate le rapport, le monde s'est surtout préoccupé de développer et de renforcer les institutions des Etats nationaux et d'asseoir leur souveraineté. Aujourd'hui, la mondialisation exige de ces Etats qu'ils usent de leur pouvoir politique d'une manière plus souple, que ce soit au niveau national ou international, selon ce que requièrent les situations. Il leur faut apprendre à penser leurs politiques en termes de réseaux mondiaux - en termes de co-opération internationale dans et à l'extérieur de leurs frontières.* »

Ainsi que l'écrit Joseph Stiglitz dans son Avant-Propos : « *La mondialisation a entraîné une plus grande intégration des pays qui, à son tour, a rendu plus nécessaire que jamais une action collective.* » Par exemple, en ce qui concerne l'environnement : « *L'environnement est l'un des principaux domaines où l'on constate une défaillance du marché. Sans l'intervention publique, les entreprises et les*

ménages ne seraient aucunement incités à limiter leur pollution. » La nouvelle finance publique permettrait ainsi de forcer les Etats à reconnaître leur rôle dans le changement climatique.

Le rapport propose six pistes d'action et de réflexion :

- encourager les pays à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre grâce à une bourse de permis de polluer ;
- réduire les intérêts de la dette des pays pauvres en garantissant celle-ci sur les revenus issus des parties stables de leur économie ;
- réduire les coûts de leurs dettes budgétaires en liant les paiements à leur production nationale ;
- redoubler d'efforts en ce qui concerne les vaccinations ;
- garantir la situation financière des pays pauvres en la garantissant sur les flux financiers conséquents en provenance de leurs expatriés ;
- aider les organismes publics et autres à obtenir des prêts à faible taux pour les investissements réalisés dans ces pays.

Pour Gordon Brown, chancelier de l'Echiquier britannique : « *Les nouvelles finances publiques offrent un moyen d'équiper tant les individus que les pays pour l'avenir - en vue d'une nouvelle économie mondiale qui allie une plus grande prospérité et une plus grande équité à l'intérieur et parmi les nations.* »

Certaines critiques estiment qu'on aiderait plus efficacement, et plus fondamentalement, les pays pauvres en faisant baisser la consommation qu'en stimulant le marché, et que les meilleures solutions aux grands problèmes d'aujourd'hui se trouvent dans une augmentation de l'aide, une amélioration de la protection des pays fragiles, la réduction de la pollution ainsi que des investissements spéculatifs.

Sources : Pnud 2006

Thématiques : [environnement](#), [politique](#)

Rubrique : [Les priorités de Maitreya](#) (« Pour aider les hommes dans leur tâche, Maitreya, l'Instructeur

mondial, a formulé certaines priorités. Assurer à tous un approvisionnement correct en nourriture ; procurer à tous un logement convenable ; fournir à tous soins médicaux et éducation, désormais reconnus comme un droit universel. » Le Maître de

Benjamin Creme, Partage international, janvier 1989. Dans cette rubrique, notre rédaction aborde les questions relatives aux priorités énoncées par Maitreya et présente des expériences orientées dans cette direction.)